

Nouvelles locales des jeudi 24 et vendredi 25 juillet 2014

@rib News, 25/07/2014 ĩ Politique - Le parti Uprona dirigé par le député Charles Nditije affirme qu   il ne va pas se laisser faire devant la provocation des adeptes de Concilie Nibigira qui comptent tenir une réunion des   tats généraux de ce parti    la permanence nationale de ce parti. Lors d  une conférence de presse que les dirigeants de ce parti non reconnus par le ministère de l  int  rieur ont animée ce vendredi, ils affirment qu   ils ne peuvent en aucun cas reconstruire la légitimité d  une réunion d  un organe qui n  existe dans les statuts du parti Uprona. Charles Nditije admet par ailleurs que ceux qui vont participer dans cette réunion ne sont pas des Badasigana et que par conséquent, ils ne vont pas accepter que des membres d  un autre parti que l  Uprona fassent une réunion    Ku Mugumya.

Il estime que ce pseudo congrès est illégal puisqu   il a été convoqué par des personnes incompétentes et qu   le responsable de ce parti dans les provinces et dans les collines ne sera présent. Il trouve par ailleurs qu   une réunion du comité central de ce parti s  est valablement tenue même si la police l  a perturbée. Il ajoute aussi que ceux qui sont allés auraient re  su une somme de 42.000FBu chacun et se demande d  o   est provenu cet argent. Ainsi, il appelle    tous les vrais Badasigana de boycotter cette réunion et surtout d   tre prêts pour défendre les valeurs du parti. Il n  admet néanmoins qu   il ne s  agit pas d  un soulèvement, mais plutôt de défendre le respect de la loi. Il dénonce en outre le ministre Nduwimana qui a permis la tenue d  une telle réunion et demande    la police d   tre réellement neutre pour garantir la constitution de la République du Burundi. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr] - Selon le président du parti Uprona non reconnu par le ministère de l  int  rieur, le député Niyoyankana n  est pas avec cette fraction du parti de Rwagasore. Selon le député Charles Nditije, ils ne sont pas en connivence avec ce député puisque ce dernier ne répond    aucune des réunions qu   ils tiennent. Il reconnaît toutefois qu   il n  y a pas de contact ni de crise entre eux et Niyoyankana ce fait qu   il est le bienvenu s   il veut réellement la réunification effective de ce parti. Il trouve par ailleurs que si le parti Uprona ne participe pas aux élections de 2015, ce ne seront pas des élections réellement démocratiques    voir le rôle que ce parti    joue dans l  histoire de ce pays et surtout que cet absence serait caus  e par le pouvoir CNDD-FDD. [rpa]

Le politologue Julien Nimubona a fait une analyse sur la situation politique du pays et a estimé qu   il y a une main invisible derrière la justice burundaise dans les différents procès des politiciens qui sont pendants devant les juridictions. Citant l  exemple de Rwaswa, Bamvuginyumvira, Ngendakumana, Sinduhije, ce professeur d  universit   trouve qu   il n  est pas du tout aisé de comprendre que les politiciens qui sont poursuivis soient ceux qui avaient eu un score de voix un peu élevé lors des élections de 2010. Il trouve par ailleurs que ces poursuites doivent être t  l  guid  es par le pouvoir et le parti au pouvoir pour essayer de limiter le nombre d  opposants de taille. Pourtant, il fait remarquer que la division des partis politiques en ailes semble ne pas avoir beaucoup d  influence sur les élections puisque selon lui ce sont les membres rangés derrière telle idéologie qui comptent et non la reconnaissance ou non du ministère de l  int  rieur. Mais, il constate que le parti Uprona peut ne pas revenir sur la scène politique après les élections de 2015 si les divisions en son sein persistent. Ainsi, il trouve que le gagnant dans cette situation est le parti CNDD-FDD.

[rtr/isanganiro/rpa] - Certains membres du bureau politique du parti FNL dirigé par Jacques Bigirimana et reconnu par le ministère de l  int  rieur ont été arrêtés l  apr  s midi de ce jeudi dans la commune Kanyosha de la province de Muyinga. Ils ont été arrêtés par les agents du service national de renseignement et conduits immédiatement dans les cachots de ce dernier. Selon certaines sources, ils seraient accusés d  avoir tenu une réunion illégale et qu   ils auraient tenté de perturber l  organisation d  un parti politique agr   par la loi. Quant au motif de leur réunion, des sources font savoir que cette réunion avait comme objectif de conseiller le président de ce parti sur sa manière de diriger le parti où il prend des décisions d  une manière unilatérale sans en aviser les autres. De plus, les mêmes sources précisent qu   en cas de refus, Jacques Bigirimana devrait être démis de ses fonctions. Ce dernier fait    son tour savoir qu   il est au courant de cette information tout comme tout autre citoyen. [rpa]

- Le désordre qui règne dans la commune de Muyinga semble avoir pris une influence au sein du parti CNDD-FDD dans cette province. En effet, le vice-président de ce parti dans la province de Muyinga en même temps président du conseil communal de Muyinga a été démis de ses fonctions de suppléer le représentant du parti au pouvoir dans cette province. Selon des sources proches de ce parti    Muyinga, Louis Ngomirakiza aurait été accusé, en connivence avec certains autres conseillers communaux, de paralyser les activités du conseil communal dont il assure la direction en montant les conseillers les uns contre les autres. Il a ainsi été remplacé par Blaise Pascal Misago alors Directeur provincial de l  enseignement dans cette province. Cela fait suite    la destitution il y a deux semaines du président du parti CNDD-FDD et du comptable communal de Muyinga lui aussi membre de ce même parti. Précisons tout de même que le gouverneur de la province de Muyinga a été démis de ses fonctions le même jour que le vice-président du parti au pouvoir    Muyinga. [rpa/isanganiro/bonesha]

Justice - Après la sentence contre les jeunes Imbonerakure de la colline Kagwema de la commune Gihanga en province Bubanza les condamnant    1 année d  emprisonnement et    une amende de 50.000FBu chacun suite aux actes de pillages et de déstabilisation de la population commise la nuit de samedi    dimanche, la population de cette colline trouve que cette sanction n  est pas proportionnelle    la faute commise. Selon eux, une personne surprise en flagrant délit et qui a avoué sa faute devant le juge ne peut pas être punie d  une autre manière que par la sanction légalement prévue. Ils trouvent inadmissible le fait que certaines autres personnes sont injustement emprisonnées, que d  autres passent des mois et des années en prison sans qu  elles sachent la faute qu  elles auraient commises ou sans qu  elles aient la possibilité d  aller se faire soigner et que ces Imbonerakure soient traités ainsi. Pour ce faire donc, ils demandent que le procès soit réexaminé et que la sanction requise par le procureur soit appliquée. Ils demandent aussi que les enquêtes soient approfondies afin que ceux qui ont incité ces jeunes    agir ainsi soient eux aussi poursuivis. [isanganiro]

- Selon les experts juristes, la sanction infligée    ces jeunes Imbonerakure de Kagwema n  est pas du tout conforme    celle édictée par la loi. D  apr  s Maître Janvier Bigirimana, les personnes poursuivies pour de telles infractions sont passibles d  une peine de servitude pénale de 5    20 ans. Il ajoute aussi que même s   ils ont avoué leur faute, la sanction ne peut pas aller en dessous du minimum exigé par la loi, soit au moins une peine de 5 ans d  emprisonnement pour ce

cas d'espérance. Il constate par ailleurs que les infractions dont ils sont accusés sont considérées comme portant atteinte à la sécurité des citoyens et demande par l'intermédiaire du procureur de la République à Buzanza de prendre des mesures qui s'imposent pour que les choses ne s'arrangent pas. [isanganiro] - Les organisations de la société civile burundaise ont rendu visite à Pierre Claver Mbonimpa à la prison centrale de Mpimba le matin de ce vendredi. Ils lui apportaient une lettre en provenance de la fondation Henri Dunant qui lui a octroyé un prix en 2011 pour ses activités en faveur des droits de l'homme. Selon le directeur général du FORSC qui est exprimé au nom de ces organisations, en remettant cette lettre, ils voulaient lui dire qu'ils le soutiennent et qu'ils sont avec lui et aussi se rendre compte de son état de santé. Vital Nshimirimana affirme donc qu'ils l'ont trouvé plutôt bien surtout moralement malgré sa santé physique qui n'est pas bonne. Ainsi, il a demandé aux juges de ne pas commencer les vacances judiciaires avant d'arrêter le défenseur des droits de l'homme au moment où ses révélations ne contiennent rien de mal pour le pays. Il ajoute aussi que si les juges burundais devaient être influencés par les messages qui passent à la radio ou à la télévision pour prendre leurs décisions comme l'a prouvé le CNC, ils devraient tout d'abord retourner en classe ressourcer sur les vrais motifs des décisions à prendre dans leurs jugements. Il agissait en fait à l'interdiction formulée par le Conseil National de la Communication contre les médias de faire passer un spot publicitaire demandant la libération de Pierre Claver Mbonimpa sous prétexte que ce spot influencerait la décision des juges à ce sujet. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa] - Sécurité - Une femme a été tuée sur la colline Rwahirwa en commune et province Ngozi la nuit de ce mercredi à jeudi. Martha Nizigiyimana a été attaquée par des personnes qui l'ont trouvée chez elle vers 20h du soir. Ils l'ont tuée à l'aide de trois coups de poignard deux dans les côtés et un autre au niveau du cou. Selon des sources sur place, les conflits fonciers seraient à l'origine de ce crime puis que cette femme avait gagné un litige opposant à son frère portant sur une propriété foncière aux tribunaux de résidence et de grande instance de Ngozi. Son frère a été arrêté pour des raisons équivoques comme le confirme la police. [rtnb/rpa/isanganiro] - L'administrateur ad interim de la commune Busoni de la province Kirundo a adressé une correspondance au gouverneur de cette province pour lui demander de prêter main forte dans la résolution d'un conflit foncier opposant une famille de rapatriés et 17 familles de résidents sur la colline Kibonde. Dans cette correspondance, cet administrateur trouve que si tel n'est pas le cas, la sécurité peut être perturbée. Ainsi, il demande que la CNTB sursoie à sa décision expulsant les 17 familles puisqu'il s'agit d'avoir que la commune a commis une faute en distribuant des terres appartenant à une famille réfugiée. En effet, ces terres ont été octroyées à une famille en compensation d'un autre terrain où la commune voulait construire une école. Il demande ainsi au gouverneur de Kirundo de s'impliquer dans cette situation pour y trouver une solution avant que la situation ne dégénère. [rpa]